

Le Guatemala au second tour des élections à nouveau

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Sur fond d'allégations d'irrégularités dans le processus électoral, les élections générales au Guatemala ont eu lieu ce dimanche, au cours desquelles des incidents violents ont été signalés et, selon les résultats

préliminaires, aucun candidat n'a obtenu 50 % des voix, de sorte qu'il sera nécessaire de procéder à un second tour.

Une fois de plus, ce qui est apparemment devenu une tradition dans ce pays d'Amérique centrale depuis 1985, aucun président n'est choisi au premier tour des élections.

Tout indique que Sandra Torres, du parti Unidad Nacional de la Esperanza (en fr. Unité nationale de l'espoir), et Bernardo Arévalo, de Semilla, se disputeront la présidence de la nation centraméricaine le 20 août prochain.

Selon certaines informations, parmi les 22 candidats à la plus haute fonction de l'État, Sandra Torres a obtenu 15 % des voix, contre 12 % pour Bernardo Arévalo.

M. Arévalo, fils de l'ancien président Juan José Arévalo, a été la grande surprise de la journée, car il n'apparaissait pas comme favori dans les sondages. Son parti, Semilla, est né des manifestations de 2015 contre le président de l'époque, Otto Pérez Molina, pour corruption.

Selon les rapports, le vote nul a été le principal protagoniste de la journée, qui a également enregistré un taux d'abstention de 40 %.

Le processus électoral a été marqué par des allégations d'irrégularités et de nombreuses critiques, telles que l'acceptation de la candidature de Zury Ríos, du parti de droite Unión-unionista.

Zury Ríos est la fille de l'ancien dictateur José Efraín Ríos Montt, qui est devenu président en 1982 à la suite d'un coup d'État, ce qui, selon la constitution actuelle, empêche les membres de sa famille de se présenter à la présidence.

Outre l'acceptation de la candidature de Mme Ríos par le Tribunal supérieur électoral, d'autres irrégularités ont été commises, notamment l'exclusion de trois candidats à la présidence.

L'organe électoral a décidé de bloquer la candidature de la dirigeante indigène Thelma Cabrera, de Roberto Arzú et de l'homme d'affaires Carlos Pineda, qui était en tête des sondages.

Des allégations selon lesquelles les candidats à la mairie et à la députation auraient des liens avec le trafic de drogue ont également jeté un voile sur les élections, qui ont été marquées dimanche dernier par un important déploiement policier et au cours desquelles des incidents violents ont été signalés dans trois municipalités du pays.

En effet, à San José del Golfo, département de Guatemala, les autorités électorales ont suspendu les élections.

Quel que soit le candidat élu le 20 août, il devra faire face à des défis majeurs. L'un d'entre eux est la méfiance du public à l'égard des institutions de l'État en raison des niveaux élevés de corruption.

À cela s'ajoutent la violence et la pauvreté. L'année dernière, le Guatemala a enregistré 3 000 homicides, soit un taux de 17 meurtres pour 100 000 habitants, tandis que la pauvreté touche près de 59 % des 18 millions d'habitants.

Au milieu de ce panorama de crise institutionnelle, de méfiance et de grandes inégalités sociales, les Guatémaltèques retourneront aux urnes pour désigner celui qui gouvernera de 2024 à 2028 au Guatemala, décrit par les experts comme le pays de l'éternel désenchantement électoral.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/326905-le-guatemala-au-second-tour-des-elections-a-nouveau>



Radio Habana Cuba